

Sarkozy : avec lui... le pire devient possible

vendredi 4 mai 2007, par [DUVAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2007).

Le deuxième tour prend nécessairement l'allure d'un référendum anti-Sarkozy, pour tous ceux et toutes celles qui entendent résister à sa politique.

Sommaire

- [1. Un danger pour les salariés](#)
- [2. Un ami dévoué des riches](#)
- [3. Contre les immigrés](#)
- [4. Contre les libertés](#)
- [5. Un ennemi des peuples](#)
- [6. Un néoconservateur](#)

Il ne s'agit pas de « diaboliser » Nicolas Sarkozy, mais d'éclairer son projet, car il indique quelles sont les intentions, à court et à moyen terme, de ses sponsors, les PDG du CAC 40, quels que soient les résultats de l'élection présidentielle et des élections législatives. À l'exception d'un court intermède, lorsqu'il a pris le contrôle de l'UMP, il a été, de 2002 à 2007 l'un des principaux ministres des gouvernements Raffarin puis de Villepin. À l'origine, il a inscrit sa candidature sous l'égide de la « *rupture* », avant de nuancer tant il est vrai qu'il est comptable, au plus haut niveau, du bilan du deuxième mandat de Chirac. Sur nombre de sujets, il propose, s'il est élu, de continuer... en pire ! Mais pas seulement. Si Sarkozy a réussi à redonner vigueur à la droite, à séduire l'extrême droite et à ravir le Medef, c'est aussi parce qu'il annonce sans enrobage l'avènement d'une société d'une extrême injustice, et donc d'une extrême brutalité.

1. Un danger pour les salariés

Sous le slogan racoleur « *Travailler plus pour gagner plus* », l'objectif du candidat UMP est de mettre à bas des pans entiers de la législation sociale. À commencer par le contrat de travail : Sarkozy défend le « *contrat unique* », avec des droits pour les salariés qui augmenteraient avec l'ancienneté. En réalité, il s'agit de détruire le contrat à durée indéterminée, d'allonger la période d'essai, de maintenir pendant plusieurs années la possibilité de licenciement sans motif. C'est, très exactement, la revendication du Medef, qui veut instaurer le « *licenciement par consentement mutuel* » ! C'est aussi ce qu'avait voulu imposer Villepin avec le CPE.

Ses propositions sur les heures supplémentaires sont du même acabit. Faciliter le recours aux heures supplémentaires, c'est vider de tout contenu la durée légale du travail (35 heures), éviter aux patrons d'embaucher puisqu'ils pourront assurer la charge de travail avec les salariés déjà en poste, et maintenir de bas salaires en faisant miroiter la possibilité d'un complément de revenu. Supprimer les cotisations sociales et les impôts sur les heures supplémentaires, c'est assécher le financement de la protection sociale et des services publics. Alors que l'aggravation de la crise et l'irruption de nouveaux besoins sociaux exigeraient le renforcement et le développement des services publics, Sarkozy propose, au contraire, de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et

d'accélérer les privatisations, livrant des secteurs d'activité, en nombre croissant à la voracité du privé.

Dans le même ordre d'idées, il entend bien démanteler de nouveaux pans de la protection sociale. En commençant par la liquidation des fameux « régimes spéciaux » de retraites : au-delà de l'impact financier fort limité de cette contre-réforme, il s'agit surtout de préparer une nouvelle attaque contre le régime général de retraite des salariés du public et du privé, ouvrant la voie aux fonds de pension. Et, accessoirement, de « punir » les secteurs les plus combatifs, qui ont joué un rôle important dans les résistances sociales de ces dernières années : cheminots, agents EDF et GDF, etc. L'autre grande menace est celle qui pèse sur la santé et la Sécurité sociale, avec la stagnation des budgets, la restriction des effectifs soignants, la volonté de gérer l'hôpital comme une entreprise sur des critères de rentabilité et d'individualisation des rémunérations, l'aggravation du non-remboursement des soins et des médicaments par la mise en place des franchises, première étape vers la mise en concurrence de la Sécurité sociale et des assurances privées. Face aux mobilisations que cette offensive pourrait susciter, l'une de ses propositions emblématiques est la limitation du droit de grève, sous couvert d'instauration du « service minimum » dans les transports et de référendum obligatoire au bout de huit jours de grève (une situation par ailleurs assez exceptionnelle).

2. Un ami dévoué des riches

Mandaté par le Medef et les grands patrons français qui le fréquentent assidûment - Bouygues, Lagardère, Pinault, Dassault, etc. -, Sarkozy propose une réforme fiscale entièrement orientée vers la satisfaction des revendications des actionnaires et de la minorité la plus fortunée : baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, mise en place d'un « bouclier fiscal » signifiant, de fait, la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), quasi-suppression des droits de succession pour protéger les intérêts de ses amis rentiers. Au-delà de l'injustice criante que constituent ces nouveaux cadeaux aux plus riches, ces projets constituent autant de manques à gagner pour les ressources publiques. Si l'on y ajoute la volonté affichée de réduire la dette publique, cela ouvre la voie à de nouvelles justifications pour réduire les budgets sociaux et lancer de nouveaux emprunts, qui permettront aux vrais nantis de prêter à l'État les sommes dont ils auraient dû être imposés !

La politique du logement illustre pareillement l'arrogance et l'égoïsme de classe. Sous prétexte de faciliter l'accession à la propriété, Sarkozy et les siens se refusent à tout effort de construction de logements sociaux, foulant même au pied la loi SRU (qui prévoit la construction de 20 % de logements sociaux), notamment à Neuilly, fief du candidat. Son projet ? Des villes et des centres-villes riches pour les riches, les pauvres étant relégués en banlieue : l'apartheid social.

3. Contre les immigrés

Les projets de Nicolas Sarkozy vont bien au-delà des pratiques habituelles de la bourgeoisie en matière d'immigration restrictive et contrôlée. Son « *immigration choisie* » n'est rien d'autre qu'une politique cynique de pillage des ressources humaines des pays pauvres. Elle est d'ailleurs, d'ores et déjà, mise en œuvre avec le refus de la régularisation des sans-papiers, y compris ceux qui sont parents d'élèves scolarisés. Elle a déjà donné lieu à un début de « chasse aux enfants », la police pénétrant dans les écoles pour récupérer des gamins, ou organisant des rafles de parents à la sortie des cours. Sarkozy a également accéléré les reconduites à la frontière et préconise un durcissement des conditions du regroupement familial, le subordonnant à la maîtrise du français, au fait d'avoir un travail et un logement permettant de faire vivre sa famille « *sans recours aux allocations* »

familiales » : on n'est plus très loin de la « préférence nationale », chère à Le Pen. Savoir ce qui relève d'une tentative éhontée de récupérer les voix des électeurs frontistes en reprenant à son compte les thèses de Le Pen, et ce qui relève de convictions personnelles est assez secondaire. Il n'en reste pas moins qu'évoquer « *les moutons égorgés dans les baignoires* » promeut les idées racistes. Ce que confirme la proposition d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, jetant la suspicion sur des millions d'hommes et de femmes, parfois étrangers mais, pour la plupart, français.

4. Contre les libertés

Les projets sécuritaires de Sarkozy se situent dans la droite ligne de ce qu'il a entrepris en tant que ministre de l'Intérieur. À la « *culture du résultat* » - comprendre : l'augmentation des statistiques des interpellations et des mises en examen - et aux provocations policières qui sont déjà le lot des jeunes des quartiers populaires, il compte bien ajouter les peines planchers automatiques pour les « *multirécidivistes* », l'abaissement de la majorité pénale et la remise au pas de la Justice.

Non content de réprimer toujours plus, Sarkozy continuerait également à se distinguer par la violence de ses insultes - « *Kärcher* », racaille, etc. - qui sont autant d'incitations aux dérapages policiers. Toujours plus violente, la société promue par Sarkozy est celle du règne des flash balls et des täsers.

5. Un ennemi des peuples

Sous prétexte de lutter contre « *l'anti-américanisme* » qui sévirait en France, Sarkozy n'a pas hésité à aller chercher l'investiture de G. Bush, dénonçant « *l'arrogance française* » lors du refus de la France de participer à la croisade impérialiste en Irak. Désireux de récupérer l'électorat encore influencé par le gaullisme, il a depuis mis un peu d'eau dans son vin et affirmé - fort discrètement - son soutien (modéré) à la politique de Chirac et de Villepin. Mais il ne fait aucun doute que, élu président, il procéderait à un réalignement de la politique extérieure française sur les thèses nord-américaines et israéliennes.

Alors que le peuple français a massivement rejeté la Constitution européenne ultralibérale, Sarkozy se propose d'en faire adopter une version « *light* » - mais au contenu tout aussi libéral - par le Parlement et non par référendum, pour éviter d'affronter le suffrage universel. Comme le débat européen a été largement occulté dans cette campagne, les grands partis préférant jeter un voile pudique sur ce clivage qui illustre leur illégitimité démocratique, cette manœuvre a été peu dénoncée. Affirmer à l'avance un tel mépris de la consultation populaire n'en reste pas moins un signe particulièrement inquiétant de la conception du pouvoir qui est celle de Sarkozy.

6. Un néoconservateur

Dans les grands pays capitalistes développés, et spécialement en France, la classe dirigeante a pour habitude, depuis deux siècles, de couvrir sa domination sous le manteau de « *valeurs humanistes à vocation universelle* » que, naturellement, elle n'hésite pas à fouler aux pieds lorsque ses intérêts vitaux sont en jeu. En empruntant sa rhétorique aux néoconservateurs américains, Nicolas Sarkozy rompt avec cette tradition. Reprenant un rapport extrêmement douteux de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), il est partisan de détecter les « *comportements déviants* » dès l'âge de 3 ans ! Il affirme, sans sourciller, que la pédophilie comme les tendances

suicidaires sont d'origine génétique.

Jusqu'à présent, de telles « thèses », directement inspirées des « penseurs » néoconservateurs ayant constitué pendant toute une période la garde rapprochée de George Bush, n'avaient pas cours en Europe... Elles sont la négation de toute approche humaniste, et l'on voit bien les dégâts qu'elles engendreraient si elles n'étaient plus seulement un thème de diatribes démagogiques mais une politique d'État. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que, sur de nombreux « sujets de société », Sarkozy opte systématiquement pour la réponse la plus réactionnaire, à rebours des grandes tendances à l'œuvre dans la plupart des pays européens : refus de l'égalité des droits quelles que soit l'orientation sexuelle, hostilité au mariage homosexuel et à l'homoparentalité. *Idem* pour sa politique exclusivement répressive concernant le cannabis : « *Si je suis élu président de la République, je ne légaliserai pas la drogue, je la combattrai.* » Il est vrai qu'en ce domaine, comme dans bien d'autres, tout le mal vient de « *l'idéologie héritée de 68* », une obsession de plus en plus évidente au fil des discours.

Le 6 mai, nous serons du côté de celles et ceux qui veulent empêcher Nicolas Sarkozy d'accéder à la présidence de la République. Sans accorder le moindre soutien politique à Ségolène Royal, il faut voter contre Sarkozy !

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2204 du 3 mai 2007.